

L'équilibre budgétaire, une règle irrationnelle

Le Figaro du 25 mars 2002

LE FIGARO ÉCONOMIE. Les programmes économiques de Chirac et de Jospin sont-ils réalistes ?

Jean-Paul FITOUSSI. L'élection présidentielle est, en ce qui concerne le contenu des programmes, sous la tutelle des règles du jeu européen que les gouvernements se sont engagés à respecter. Le pacte de stabilité comprend deux dispositions, l'une assortie de sanctions financières, l'autre non. Au regard de la première les déficits budgétaires ne doivent pas dépasser 3 %, le volet fiscal des deux programmes est réalisable, même si celui de Chirac est plus coûteux. Ce qui rend d'ailleurs ces programmes réalisables, c'est la situation des finances françaises qui est fondamentalement saine. Au sortir d'une période de ralentissement, le déficit budgétaire n'excédera pas 2 % du PIB en 2002, alors que dans le passé il avait parfois dépassé 5 %.

Des deux programmes, lequel permet le mieux d'honorer l'engagement au retour à l'équilibre budgétaire à moyen terme ?

La France s'est engagée à retrouver cet équilibre en 2004. Quel que soit le programme, je ne crois pas que cet engagement puisse être tenu. Mais il est évident que le retour à l'équilibre se fera plus rapidement dans le cadre du programme Jospin. Jospin ne prévoit pas de report de l'objectif mais c'est peu réaliste car cela implique que les réformes qu'il propose ne seront pas engagées avant 2004. Pour son programme, le retour à l'équilibre devrait être possible au mieux en 2005.

Quant à Chirac, son programme implique un report du retour à l'équilibre, qui interviendrait au plus tôt en 2007. Les " remontrances " de l'Europe seront donc, logiquement, plus vives à l'endroit de M. Chirac que de M. Jospin. Mais parce qu'il s'agit d'avertissements, non assortis de sanctions, l'enjeu, quoique important, ne me paraît pas essentiel.

Les gouvernements pouvant déroger sans risque à la règle du retour à l'équilibre, ne serait-il pas temps de la revoir ?

Une règle qui n'est pas suivie est par définition une mauvaise règle. Il faut effectivement la changer. Les concepteurs du pacte de stabilité n'y croyaient vraisemblablement pas eux-mêmes sinon ils l'auraient assortie de sanctions. Peut-être que cette campagne électorale et celle qui doit avoir lieu à l'automne en Allemagne où le déficit est plus proche de la barre des 3 % permettront de revenir à des règles européennes plus crédibles.

Pourquoi ne pas carrément la supprimer ?

Si cette règle n'est pas observable c'est parce qu'elle est irrationnelle. Elle conduirait l'Allemagne, dont le chômage augmente considérablement, à aggraver sa récession. L'exigence de l'équilibre budgétaire en situation de plein emploi serait normale mais dans une situation où le chômage est d'environ 9 %, la priorité doit être accordée à la création d'emplois. Il faut donc subordonner ce retour à l'équilibre budgétaire à la situation de l'emploi.

Revenons aux programmes des deux candidats, Chirac et Jospin, dont vous n'avez analysé que l'aspect fiscal. Leurs programmes de dépenses sont-ils réalisables ?

Les programmes de dépense ne sont pas chiffrables car ils sont bâtis sur des visions. Combien coûtera la réforme de la justice, de la sécurité, la formation tout au

long de la carrière, l'intégration des jeunes non diplômés ou des plus de 50 ans ? On ne peut pas le chiffrer. Ce qu'on peut évaluer c'est la marge de manoeuvre qui reste aux deux candidats. Elle est plus importante dans le cadre du programme de Jospin que dans celui de Chirac.